



**PRÉFET
DE LA REGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de création d'un forage situé près du hameau de Longtouche sur la commune de La Forêt-du-Parc (Eure)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,
PRÉFET DE LA SEINE MARITIME
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Arts et des Lettres**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 modifié fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;
- vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR 24-142 portant délégation de signature en matière d'activités régionales à madame Sandrine PIVARD, directrice régionale par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2024-5625, déposée par Monsieur Michel DESHAYES, de l'EARL de Longueville, relative au projet de création d'un forage destiné à nettoyer, abreuver un cheptel équin et arroser un cirque sur la commune de La Forêt-du-Parc dans le département de l'Eure, reçue complète le 31 octobre 2024 ;
- vu la consultation de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 05 novembre 2024 ;
- vu la contribution de la direction départementale des territoires de l'Eure en date du 18 novembre 2024 ;

Considérant la nature du projet qui consiste en la réalisation d'un forage d'environ 90 mètres de profondeur destiné aux besoins en eau pour le nettoyage, l'abreuvement de 50 chevaux et l'arrosage d'une carrière de 2000 m² située près du hameau de Longtouche sur la commune de La Forêt-du-Parc (27) à raison d'un prélèvement annuel d'environ 4 800 m³, soit un débit horaire de 5 m³ ;

Considérant que le projet relève de la rubrique n° 27 a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui concerne les « forages en profondeur, notamment les forages géothermiques, les forages pour l'approvisionnement en eau... » qui soumet à un examen au cas par cas les « forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres » afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

Considérant la localisation du projet :

- Sur l'EARL de Longueville, près du hameau de Longtouche sur la commune de La Forêt-du-Parc (Eure) ;
- sur la parcelle agricole 22 ;
- en dehors de tout site Natura 2000, le site le plus proche étant localisé à environ 8 kilomètres pour la zone spéciale de conservation de « la vallée de l'Eure » référencée FR2300128 ;
- en dehors de toute zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff), les Znieff de type I les plus proches étant localisées à environ 1,580 mètres pour « la mare du Brun » (230030184) et environ 2,730 mètres pour « la mare de la vallée du Parc » (230030167) ;
- en dehors de toute zone couverte par un arrêté de protection de biotope ;
- en dehors de toutes zones humides ou prédisposées à la présence de zones humides, les plus proches étant localisées à environ 4 kilomètres ;
- en dehors de tout site inscrit ou classé ;
- en dehors de toute zone de protection éloignée ou rapprochée d'un captage d'eau potable ;

Considérant que la phase de travaux du projet prévoit :

- une margelle bétonnée de 3 à 4 m² autour de la tête de forage, une hauteur de la tête de forage d'au moins 50 cm du sol ;
- le creusement du forage en rotation (Rotary) au diamètre 125 mm ;
- une cimentation des trente premiers mètres autour du tubage ;
- l'installation d'une pompe électrique immergée ;
- un rebouchage du forage si les débits s'avèrent insuffisants pour couvrir les besoins en eau du cheptel ;

Considérant que la nappe visée est la masse d'eau souterraine 3211 « Craie altérée du Neubourg – Iton-Plaine de Saint-André », non classée NAEP (Nappe à réserver pour l'Alimentation en Eau Potable) ; que la nappe des sables Albo-Néocomiens (classée en ZRE) sous-jacente à celle de la Craie ne sera pas atteinte dans le cadre du projet de forage situé à +146 NGF alors que la ZRE est à - 10 NGF ;

Considérant que l'impact du prélèvement sur le bon état quantitatif des eaux superficielles (Bequesu) et sur le bon état quantitatif des eaux souterraines (Bequesu), cumulé aux prélèvements existants est inférieur à 10 % ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à respecter une distance de 35 mètres de toute source de pollution ;

Considérant que la création d'une dalle de béton scellée en aplomb du forage et l'injection de ciment sur une profondeur de 30 mètres permettent une protection efficace et réduisent le risque de contamination de la ressource ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à prélever 4 800 m³ maximum d'eau par an ;

Considérant que le prélèvement d'eau est soumis aux restrictions pouvant être signifiées par arrêté en cas de crise hydrique affectant ces ressources en eau ;

Considérant ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

DÉCIDE

Article 1

Le projet de création d'un forage destiné à nettoyer, abreuver un cheptel équin et arroser une carrière situé près du hameau de Longtouche sur la commune de La Forêt-du-Parc (Eure) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations et des procédures administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

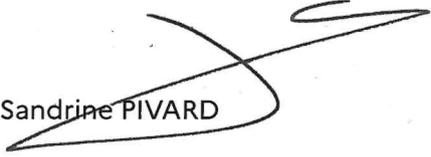
Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie :

<http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le 3 décembre 2024

Pour le préfet de la région
Normandie et par délégations,
La directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement, *par intérim*


Sandrine PIVARD

Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76 036 ROUEN CEDEX

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

Monsieur le ministre de la Transition écologique
Ministère de la Transition écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75 007 PARIS

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN

Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

